**Revue européenne des migrations
internationales**

**vol. 23 - n°1 | 2007
Numéro ouvert**

Migration retour ou migration détour ?

Diversité des parcours migratoires des Brésiliens d'ascendance japonaise

Mélanie Perroud

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/remi/3591>

DOI : 10.4000/remi.3591

ISSN : 1777-5418

Éditeur

Université de Poitiers

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2007

Pagination : 49-70

ISBN : 978-2-911627-44-6

ISSN : 0765-0752

Référence électronique

Mélanie Perroud, « Migration retour ou migration détour ? », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 23 - n°1 | 2007, mis en ligne le 30 juin 2010, consulté le 15 avril 2022.

URL : <http://journals.openedition.org/remi/3591> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/remi.3591>

Ce document a été généré automatiquement le 15 avril 2022.

© Université de Poitiers

Migration retour ou migration détour ?

Diversité des parcours migratoires des Brésiliens d'ascendance japonaise

Mélanie Perroud

- 1 L'adoption en 1990 d'un statut de résidence particulier pour les descendants de citoyens japonais jusqu'à la troisième génération (le statut de « résident à long terme ») a déclenché un mouvement relativement massif de Brésiliens d'ascendance japonaise, dits *Nikkei* ou *Nikkeijin*, vers le Japon. Aujourd'hui, plus de 300 000 Brésiliens sont installés au Japon, constituant la troisième communauté étrangère au pays, après les communautés coréenne et chinoise¹.
- 2 La population brésilienne est concentrée dans les pôles industriels des préfectures d'Aichi, de Shizuoka, et de Gunma. En effet, quels qu'aient été leur profession et leur niveau d'éducation au Brésil, les migrants brésiliens sont principalement employés à l'usine, à des postes non-qualifiés². La constance de la demande de main-d'œuvre non-qualifiée au Japon est assurée par trois caractéristiques structurelles : la dénatalité, l'allongement de la durée des études et, à partir de 1990, la sanction de l'embauche d'étrangers à des postes non qualifiés. Le cas des *Nikkei* est à cet égard particulier : ce sont les seuls étrangers dont le statut de résidence autorise le travail non qualifié au Japon. Au plan symbolique, le travail à l'usine est perçu comme disqualifiant et présenté comme les « 3K », *kitsui kiken kitanai*, c'est-à-dire difficile, dangereux et salissant. Les jeunes japonais susceptibles d'occuper de tels postes préfèrent se tourner vers les emplois précaires, à temps partiel, du secteur tertiaire.
- 3 La communauté *Nikkei* du Brésil, identifiée comme une communauté « japonaise » (Sakurai, 2002), y jouit d'une réputation de communauté de cols blancs, d'ingénieurs et de professeurs d'université. Parce que les premières générations de migrants japonais au Brésil étaient au contraire des travailleurs agraires, la communauté japonaise incarne une *success story* brésilienne. Cependant, l'organisation même de la migration vers le Japon oriente les Brésiliens, quel que soit leur niveau de qualification, vers le travail à l'usine. Des réseaux transnationaux d'agences commerciales (*empreiteiras* en portugais, *haken-gyōsha* en japonais) se sont spécialisés dans la prise en charge de tous

les aspects de la migration : démarches pour l'obtention du visa, billet d'avion, contrat avec une usine, logement sur place. L'essentiel des coûts seront remboursés petit à petit par le migrant, une fois en poste au Japon. Le caractère intrinsèquement légal de la migration évite certains abus de la part de ces agences. Néanmoins, certains parmi ceux qui disposent d'une épargne suffisante pour couvrir les frais du voyage et du soutien de parents ou d'amis déjà installés au Japon, pouvant leur trouver un emploi avant leur départ ou leur assurer toit et couvert le temps qu'ils trouvent un emploi, choisissent de ne pas passer par ces agences afin de limiter les coûts. Comme les migrants qui ont recours aux filières commerciales organisées, ils commenceront le plus souvent par travailler à l'usine. Une promesse d'embauche ou la présence de membres de la famille déjà installés au Japon et un garant japonais, titulaire d'un visa de résident permanent ou *nikkei* de seconde génération étant des conditions de l'obtention du visa, il reste cependant plus aisé de passer par une agence. Celle-ci pourra, en outre, se charger d'obtenir et le cas échéant de traduire les documents permettant d'attester l'ascendance japonaise (certificats de naissance et de mariage sur plusieurs générations au Brésil et extrait d'état civil de l'ancêtre japonais, à obtenir auprès de la province d'origine au Japon). Le poids administratif de la demande de visa, à plus forte raison dans le cas d'un premier départ, explique le succès continu des agences alors même qu'il existe aujourd'hui une importante communauté brésilienne déjà établie au Japon.

- 4 L'arrivée au Japon coïncide avec un déclassement symbolique. D'un point de vue financier, au contraire, les salaires sont très nettement supérieurs aux salaires brésiliens : en 2004, l'un de nos informateurs touchait un peu plus de 3 000 euros par mois, grâce à un grand nombre d'heures supplémentaires³. Après un temps d'adaptation, les migrants arbitrent entre deux pôles, les gains financiers d'une part et le caractère disqualifiant et pénible du travail à l'usine d'autre part, et tentent ou non de « sortir » de l'usine, moyennant un salaire diminué. L'éventail des occupations possibles est nettement restreint par la méconnaissance de la langue japonaise, et les Brésiliens qui ont quitté l'usine travaillent le plus souvent dans le commerce ethnique. Particulièrement développé dans les zones où la population brésilienne est importante, ce type de commerce inclut des activités classiques telles l'importation et la vente de produits alimentaires ou culturels brésiliens. Il compte également des activités de service en langue portugaise, comme la vente de véhicules d'occasion ou la réparation d'ordinateurs portables. Les médias communautaires et les entreprises brésiennes implantées au Japon (Banco do Brasil, Brastel...) recrutent également des migrants brésiliens cherchant à travailler « dans leur domaine ».
- 5 La présente étude se fonde sur dix-huit mois de terrain au Japon (en avril 2004, puis d'avril 2005 à août 2006) et une enquête au Brésil, à São Paulo (janvier 2006). En plus des échanges informels lors d'activités culturelles et associatives brésiennes, nous avons mené 31 entretiens approfondis avec 26 informateurs brésiliens vivant ou ayant vécu au Japon. Il ressort de ces entretiens que ceux-là même qui ont réussi à trouver un emploi valorisant dans leur domaine de spécialité sont les premiers à affirmer ne pas souhaiter demeurer au Japon. Plus généralement, rares sont les Brésiliens qui se disent prêts à y rester. Alors que beaucoup se déclarent certains de rentrer au Brésil « l'année prochaine », ceux qui sont là depuis longtemps reconnaissent qu'ils ne savent pas quand ils rentreront. La notion même de « retour » est à la confluence de rapports ambigus au Japon et au Brésil.

Migration « retour » : identification du retour signifiant

- 6 Pourtant des spécialistes de cette migration la rattachent, sans toujours le justifier, à la catégorie des « migrations retour » (Sellek, 1997 ; Tsuda, 1999 ; Tsuda, 2006). Parce que ces dénominations ne correspondent pas à la migration subjective, telle qu'elle est vécue, perçue et mise en mots par les migrants, il nous semble nécessaire de nous interroger sur les fondements d'une telle catégorisation. La catégorie « migration retour », parfois utilisée en équivalence avec la catégorie « migration ethnique », est-elle pertinente pour rendre compte de la réalité *nikkei* brésilienne ? Est-ce que l'emploi du vocable « migration retour » ne trompe pas sur le retour signifiant, qui serait celui d'un retour au Brésil davantage que celui d'un retour au Japon ? Il nous apparaît nécessaire d'examiner également la diversité des trajectoires migratoires après la migration : certains s'engagent dans des mouvements pendulaires entre Brésil et Japon, d'autres font de leur séjour au Japon le tremplin d'un nouveau départ pour le Canada, l'Australie ou l'Europe, avant peut-être de repartir pour le Brésil ou le Japon, ou de s'installer définitivement.

« Migration retour » : une catégorie pertinente ?

- 7 À lire la littérature anglophone sur le sujet, il ne fait aucun doute que le phénomène qui mène au Japon des Brésiliens d'ascendance japonaise et leurs conjoints relève de la catégorie des « migrations retour ». Les migrants y sont souvent des « ethnic returnees » et ils s'orientent vers leur « foyer ». L'abondant usage de termes dérivés du mot « home » dans les monographies de langue anglaise est à ce titre instructif : on relève ainsi « *No One Home* », « *Searching for Home Abroad* », « *Brokered Homeland* », et « *Strangers in the Ethnic Homeland* » (Linger, 2001 ; Lesser, 2003 ; Roth, 2002 ; Tsuda, 2003).
- 8 En mai 2005, le Centre d'études comparatives de l'immigration de l'Université de San Diego organisait une conférence dédiée à la thématique « *Diasporic Homecomings : Ethnic Return Migrants in Comparative Perspective* ». Le point de départ de cette conférence était un exposé sur les *Aussiedler*, ces membres de minorités allemandes implantées en Europe Centrale qui, après la seconde guerre mondiale, ont été encouragés par l'État allemand à « rentrer ». Le choix d'introduire ainsi des trajectoires argentines, finlandaises, roumaines, brésiliennes, péruviennes, coréennes et chinoises, témoigne de la position centrale du cas des *Aussiedler* dans le développement de la notion de « migration retour ». C'est à partir de ce cas d'école que la catégorie est définie. Par ailleurs, la comparaison entre *Nikkei* et *Aussiedler* est parfois mobilisée au Japon pour défendre la pertinence d'un champ d'étude, celui de l'immigration ; il s'agit alors de démontrer l'existence au Japon de phénomènes migratoires similaires à ceux observés en Europe ou en Amérique du Nord. Pour autant, est-elle pertinente dans le cas de la migration qui mène au Japon des Brésiliens d'ascendance japonaise ? Plus largement, peut-on qualifier des expériences migratoires historiquement et socialement très diverses à l'aide d'une catégorie dont les caractéristiques sont abstraites, définies à propos d'un exemple particulier ?
- 9 La catégorie de « migration retour » pose un double problème. D'abord, dans le cas particulier des *Nikkei* Brésiliens, les principaux acteurs de ce phénomène migratoire refusent cette expression. Que faire d'une catégorie analytique refusée par les premiers

intéressés qui la perçoivent comme leur niant toute individualité, les assimilant à leurs parents ou grands-parents ? Peut-on considérer qu'ils ont si bien intériorisé les conditions de leur retour qu'ils s'engageraient dans un retour « sans le savoir » ? Ensuite, le même terme de « migration retour » est utilisé pour désigner à la fois les retours à l'échelle d'une vie (Gmelch, 1980 ; Gmelch, 1988) et les retours après une « absence » de plusieurs générations. Autrement dit, le « retour » des personnes déplacées (Ghosh, 2001) et le « retour » des *Aussiedler* relèvent-ils du même phénomène ?

- 10 La réflexion brésilienne sur le phénomène s'inscrit dans un contexte scientifique et social particulier qui exclut d'emblée la possibilité « d'un retour de Brésiliens au Japon ». En effet, le Brésil connaît, dans la seconde moitié des années quatre-vingt, un renversement historique de ses flux migratoires. L'émergence d'une émigration brésilienne, identifiée comme telle dès le début des années quatre-vingt-dix (Sales, 1991), fait l'objet d'une série de projets de recherche et d'ouvrages comparant les différentes expériences brésiennes à l'étranger (Patarra, 1996 ; Reis et Sales, 1999 ; Martes et Fleischer, 2003). De plus, la réinsertion au Brésil de migrants ayant séjournés au Japon est un champ d'étude foisonnant, pris dans le même regard que l'émigration vers le Japon. Ces conditions expliquent comment le terme de « retour » n'est pas un enjeu dans le débat brésilien. La question n'y est abordée qu'en réponse aux chercheurs anglophones, perçus comme relayant le discours du gouvernement japonais (Sasaki, 2006 : 111-112). Les conditions de ce dialogue, ainsi que la perspective brésilienne qui est celle d'un pays de départ, expliquent qu'une certaine insistance sur la notion de foyer (« *homeland* ») soit partagée par les interlocuteurs. Le retour reste intimement lié à une définition du foyer comme espace fortement territorialisé à partir duquel s'articule le mouvement : que le foyer soit le Brésil, le Japon ou en troisième hypothèse le Brésil et le Japon (Sasaki, 1999 : 253-255), il est présenté comme le point de départ ou la destination finale de la migration. La vision immobile, peu dynamique et statonationale du foyer, qui sous-tend ces réflexions sur le retour, peine à rendre compte de phénomènes migratoires contemporains caractérisés par la globalisation des réseaux sociaux et des identifications culturelles (Ahmed *et al.*, 2003).
- 11 En somme, l'expression « migration retour » est en inadéquation avec l'expérience subjective de la migration et apporte une certaine imprécision analytique. Elle ne rend compte que d'un certain rapport des États à une population désignée et d'une certaine classe de rapports à son pays natal.

Retour et États

- 12 Les désignations « ethnique » et « de retour » représentent la perspective des États d'accueil. Le « retour » est alors à comprendre comme l'entrée sur le territoire d'un État avec lequel on a entretenu des rapports par le passé, et « l'ethnicité » est le critère d'attribution des permis de séjour et de droits spécifiques.
- 13 Dans le cas des *Aussiedler*, la République Fédérale d'Allemagne met en place dès les années cinquante un statut particulier pour ces « Allemands de l'extérieur », dans une optique de regroupement familial et de réparation pour les discriminations subies. À partir de 1990, le statut est conditionné par l'obtention préalable d'un certificat d'admission (*Aufnahmebescheid*). La décision de délivrer ou non ce certificat est prise au vu d'un dossier où le requérant tente de prouver sa « germanité », et d'un examen oral

de langue allemande (Michalon, 2003). À travers ce procédé, l'État allemand réuniifié cautionne, légitimise et entérine la « germanité » de ceux qui obtiennent le statut d'*Aussiedler* (Michalon, 2006). Depuis 2000, le statut de terme ouvre d'ailleurs droit à la nationalité allemande. Dans ce contexte, Rogers Brubaker suggère que chez les terme, l'autodéfinition comme « allemand » est la résultante d'une volonté de migrer (Brubaker, 1998).

- 14 De la même manière, dans le cas japonais, des déclarations publiques d'hommes politiques du parti libéral-démocrate alors au pouvoir montrent qu'on a misé sur la « japonité » supposée des *Nikkei* pour faciliter leur assimilation, sinon en réalité, du moins dans l'esprit des électeurs (Miyajima, 1993 : 59 ; Yamanaka, 1993 : 79). Le critère administratif de sélection des migrants n'est pas une ethnicité japonaise, assumée comme telle ou imposée de l'extérieur : un Brésilien issu d'une famille très métissée, qui ne se tient pas pour *Nikkei* et qui n'est pas reconnu par la communauté *nikkei* comme un de ses membres, peut obtenir un visa si l'un de ses grands-parents est citoyen japonais. Mais il faut voir là une illustration des représentations essentialistes de la « japonité », qui ne dissocient pas « sang » de « culture », ni « sang » de « nationalité » (Yoshino, 1998). Ainsi la nationalité japonaise d'un ancêtre n'est pas interprétée de la même manière selon que l'on se place du point de vue de l'État ou du point de vue de l'ethnicité subjective et vécue d'un migrant brésilien. Il est ainsi fort possible que, du point de vue de certains représentants de l'État japonais, la création d'un statut de résidence spécifique soit une mesure plus « ethnique » qu'elle ne serait perçue par les migrants brésiliens bénéficiant de ce statut de résident temporaire.
- 15 Pour autant, le « retour » des *Nikkei* n'est pas envisagé par l'État japonais comme l'est le « retour » des *terme* par l'État allemand. Le séjour des *Nikkei* au Japon est d'emblée conçu comme temporaire ; les permis de séjour, quoique renouvelables, ont une durée de validité de deux et trois ans, contraignant les migrants à réévaluer régulièrement leur présence au Japon. L'ascendance japonaise ouvre droit à certains aménagements des procédures de demande de naturalisation et de visa de « résident permanent », notamment en réduisant la durée obligatoire de résidence sur le territoire japonais de quelques années, mais elle n'est en aucun cas une garantie de la satisfaction de ces demandes. Un de nos informateurs, relativement bien inséré dans la société japonaise, s'est ainsi vu refuser sa demande de statut de « résident permanent » après dix années de résidence continue au Japon.
- 16 Quoique deux projets restrictifs soient en cours d'examen, l'un visant à l'instauration d'un examen de langue, l'autre à conditionner le renouvellement du permis à une preuve de la scolarisation de ses enfants de moins de quinze ans, l'obtention du permis de séjour spécifique aux *Nikkei* demeure aujourd'hui automatique pour qui présente toutes les pièces administratives nécessaires. La délivrance du permis de séjour par l'État japonais intervient donc, du point de vue du migrant, comme la reconnaissance d'un « lien particulier avec le Japon », selon l'expression du texte de loi régissant le nouveau statut, davantage que du caractère proprement « japonais » du solliciteur. La possibilité ainsi ouverte d'un rapport souple, non encadré par les attentes administratives de l'État d'accueil, à son ethnicité tranche avec le cas allemand.

L'attente d'un « retour » au Brésil

- 17 À l'exclusion des jeunes enfants qui ont été élevés, principalement ou intégralement, au Japon et dont le rapport au Brésil est pour le moins distant, il est extrêmement rare de rencontrer des Brésiliens qui affirment ne pas souhaiter rentrer au Brésil, à court, moyen ou long terme. Même chez ceux qui ont décidé de s'installer de façon permanente au Japon, les mots « retour » (*retorno*) et « rentrer » (*voltar*) ne sont jamais utilisés qu'en référence au Brésil.
- 18 Luciana, la quarantaine, au Japon depuis quinze ans, admet non sans gêne qu'elle n'envisage plus réellement de « rentrer » au Brésil⁴. Elle est engagée dans la vie politique et associative locale, elle a acheté une maison et estime que ses enfants feront leur vie au Japon, autant de points qui prouvent une bonne intégration mais qui sont présentés comme chargés de regrets. Face à un locuteur étranger, il semble nécessaire de minimiser et rationaliser un choix qui pourrait être interprété comme un abandon de son attachement au Brésil, presque une trahison.
- 19 C'est avec beaucoup plus d'aplomb qu'Ana Maria, à peine plus âgée et vivant également au Japon depuis une quinzaine d'années, explique adorer sa vie au Japon et refuser absolument de « rentrer »⁵. Elle admet que son époux est moins décidé qu'elle à rester, et qu'il éprouve encore une certaine nostalgie du Brésil. Il réprouve d'ailleurs le choix de son fils de vingt ans de se faire naturaliser japonais, alors qu'elle-même n'y voit aucun inconvénient.
- 20 Ce qui distingue Ana Maria de son époux ou de Luciana, c'est qu'avant d'arriver au Japon, elle ne faisait pas partie de la communauté « japonaise » du Brésil. D'origine espagnole, française et italienne, elle n'a de lien avec le Japon que par son mariage avec un *Nikkei* de seconde génération⁶. Son désir de rester vivre au Japon ne peut pas être compris comme la trahison d'une allégeance culturelle au profit d'une autre ; elle est libre de l'admettre et de l'exprimer. Sa brésilianité n'est remise en cause ni par la société japonaise, ni par la société brésilienne, et encore moins par le groupe restreint des migrants brésiliens installés plus ou moins temporairement au Japon.
- 21 On voit à travers cet exemple que l'ethnicité, assumée ou imposée, est loin de réduire le phénomène à un retour « aux origines ». Au contraire, l'ethnicité rend plus complexes les rapports individuels au Japon, au Brésil et à l'expérience de la migration. Une expression comme « *ethnic return migrant* » ne se contente pas de décrire une population et l'orientation de sa migration : le terme même suggère implicitement un certain type de réponses aux questions de « qui », « pour où », « pourquoi » et « pour combien de temps ». Nous reprenons à notre compte, et pour ces migrations « ethniques » et de « retour », la remarque suivante de Rogers Brubaker à propos du « *bon sens ethnique, cette tendance à cloisonner le monde social en catégories soi-disant profondément ancrées, quasi-naturelles et intrinsèques — [qui] fait partie de ce que nous voulons expliquer, et n'est pas ce par quoi nous voulons expliquer ; il fait partie de nos données empiriques, pas de nos outils analytiques* » (Brubaker, 2004 : 9).

Découvrir le Brésil au Japon

- 22 La migration vers le Japon déplace sensiblement les frontières du groupe. Dans la communauté *nikkei* du Brésil, le terme « *gaijin* », emprunté à l'expression japonaise pour désigner les étrangers, est parfois utilisé pour désigner les Brésiliens qui ne sont

pas d'ascendance japonaise. La parenté japonaise est alors conçue comme ce qui détermine les frontières du « nous ». Chez les Brésiliens installés au Japon, ce terme se maintient parfois, mais désormais pour désigner les non-Brésiliens ; les *non-Nikkei* peuvent ainsi être inclus dans le « nous » et les Japonais s'en trouver exclus.

- 23 Pour beaucoup, le Japon est le lieu de la découverte de leur brésilianité. L'anthropologue Daniel Linger consacre un ouvrage à la reconstruction d'un soi brésilien chez les migrants *Nikkei*, dépossédés à leur arrivée au Japon de ce qui composait le cœur de leur identité au Brésil : leur « japonité » (Linger, 2001). Ceux qui se cherchaient trouvent au Japon l'assurance de leur brésilianité (Linger, 2005 : 164-182, « *The Identity Path of Eduardo Mori* »), c'est-à-dire, *in fine*, de leur hybridité culturelle. En effet, les représentations japonaises de la « japonité » imposent le choix d'une identité exclusive, processus nécessairement douloureux pour des migrants biculturels ou pluriculturels car il est accompagné d'un renoncement de leur part et du déni extérieur d'une composante ou de composantes de leur histoire personnelle, de leur personnalité et de leur identité. Élevés au Brésil, dans la glorification de l'inclusion, les adultes brésiliens installés de leur plein gré au Japon refusent pour la plupart ce choix exclusif qui leur est présenté. Il est possible d'être « plus que Brésilien », selon la formule d'un de nos informateurs, alors qu'on ne peut être que Japonais, et dans le cas précis de descendants d'émigrants, que des Japonais à la légitimité douteuse (Perroud, 2006b).
- 24 Au plan le plus concret, le Japon est le lieu d'une découverte du Brésil et de sa diversité culturelle. Depuis 2004, le Consulat du Brésil à Nagoya est doté d'un espace de sociabilité où se rencontrent les Brésiliens qui viennent de tout l'Ouest du Japon faire renouveler leur passeport, chercher le certificat de naissance nécessaire au renouvellement de leur visa, ou se faire exempter de service militaire ou de vote pour cause de résidence à l'étranger. Cet espace appelé *Praça Brasil* (littéralement, « place Brésil ») est en réalité la salle d'attente du Consulat. En attendant son tour, il est possible de regarder la chaîne de télévision de langue portugaise produite au Japon, de se renseigner auprès de différents représentants de commerces brésiliens (déménagements au Brésil, téléphonie longue distance, vêtements, stand de presse...) ou de discuter autour des tables de café du snack-bar qui sert du café au lait, des sodas et des spécialités brésiliennes. La tenancière du snack-bar comme la jeune employée de l'entreprise de déménagement s'accordent pour dire qu'elles ont beaucoup appris du Brésil, au contact de Brésiliens originaires de différentes régions, depuis qu'elles travaillent à *Praça Brasil*⁷. L'extrême mixité « intra-brésilienne » du Consulat du Brésil est un exemple particulièrement concentré de ce qui se passe sur le reste du territoire japonais. La jeune employée de l'entreprise de déménagement raconte qu'elle est originaire d'une petite bourgade du Mato Grosso do Sul alors que son époux est originaire de l'État de Pará, à plus de 2 000 km de distance ; elle explique que jamais leurs chemins ne se seraient croisés s'ils étaient tous deux restés au Brésil et ajoute : « *il fallait aller au Japon pour se rencontrer !* »
- 25 *Praça Brasil* donne un aperçu des possibilités qu'offre le territoire japonais de susciter, renouveler ou renforcer une solidarité nationale brésilienne. La population brésilienne est essentiellement concentrée dans un petit nombre de villes et d'usines japonaises, et le recours à des agences spécialisées dans l'organisation de la migration aboutit souvent à une répartition aléatoire entre les différents pôles industriels japonais. Il est rare que les solidarités locales de départ se recréent dans le pays d'arrivée comme cela

peut être le cas dans d'autres migrations internationales, où les réseaux familiaux et sociaux conditionnent la capacité à migrer (Massey et al., 1990 : 139-145 ; Levitt, 2001).

Adopter un référentiel brésilien

- 26 Le « nous » et le « eux » sont construits en référence au Brésil, et aux idéaux brésiliens. Il ne s'agit pas de découvrir ces références et ces idéaux une fois au Japon, mais plutôt d'y apprendre à nommer l'existant. Le Japon est pour beaucoup le lieu de la confrontation avec les représentations japonaises de la nation comme homogène (Weiner, 1997). Cette homogénéité conçue comme immémoriale est un construit politique relativement récent (Oguma, 1995), qui a su se maintenir tout au long du vingtième siècle en s'adaptant aux mutations de l'espace et de la société (Morris-Suzuki, 1995 ; Howell, 1996 ; Oguma, 1998). Aujourd'hui, une conception essentialiste de la « japonité » — une disposition physique et culturelle innée — domine les discours et a pénétré la culture d'entreprise (Yoshino, 1992) et populaire (Befu, 2001).
- 27 Ce type de discours tranche singulièrement avec les représentations brésiliennes de la nation inclusive, plurielle et métissée (Freyre, 1978). Aujourd'hui remise en cause par les recherches en sciences sociales sur les discriminations et le racisme (Adorno, 1996 ; Guimarães, 2002 ; Gomes, 2003), la démocratie raciale brésilienne est encore omniprésente dans les représentations courantes de la nation brésilienne. Pour certains migrants installés au Japon, le Brésil reste pensé comme un pays où le racisme n'existe pas et où, selon une jeune femme métisse, *non-Nikkei*, originaire de l'État de Pará, « *il n'y a pas d'étrangers, tout le monde là-bas est brésilien*⁸ ».
- 28 Chez les Brésiliens du Japon, l'idéal multiculturaliste domine. La pluralité, valeur centrale, est recherchée non seulement au plan culturel, mais dans tous les aspects de la vie quotidienne. La pluralité d'opinion est souvent mise en avant comme quelque chose de « brésilien », qui ferait défaut dans la vie japonaise. Ainsi, la mère de deux enfants scolarisés dans le primaire, exprime ses inquiétudes quant au système scolaire japonais qui, lui semble-t-il, n'admet qu'une seule bonne réponse et qu'un seul point de vue juste⁹. Elle note déjà des différences dans la façon d'aborder les problèmes entre son fils aîné, âgé de dix ans, qui a été scolarisé pendant deux ans au Brésil et son fils cadet, âgé de six ans, qui ne connaît que l'école japonaise. L'aîné a appris à distinguer son avis personnel, qu'il donnera éventuellement à la maison, de la réponse unique qu'il convient de donner à la maîtresse ; le cadet, au contraire, prend le discours scolaire pour argent comptant, ce qui fait dire à sa mère qu'il « *a une tête de Japonais* ».
- 29 Dans les discours comme dans les pratiques, deux processus s'opposent : celui de l'individuation brésilienne d'une part, et de l'autre celui de la construction japonaise de l'unicité. Cette opposition est situationnelle ; elle découle de la mise en présence de deux attentes incompatibles. On ne saurait donc préjuger de sa pérennité, une fois que les migrants brésiliens ont quitté le territoire japonais.

Migration « détour » : culture de la migration et triangulation des parcours migratoires

- 30 Le discours du retour au Brésil est omniprésent et par contraste, les passages à l'acte semblent bien moins nombreux. Faute de statistiques ministérielles adéquates, il est difficile de quantifier les départs.

Une expérience marquée par la circulation

- 31 L'État japonais requiert de tous les étrangers séjournant plus de trois mois au Japon qu'ils se fassent inscrire dans les registres de leur municipalité de résidence. L'enregistrement donne droit à une carte de résident étranger qui est nécessaire pour ouvrir un compte en banque ou souscrire un abonnement de téléphonie mobile. Les Brésiliens qui envisagent de rester moins de trois mois ne sont pas légalement tenus de s'enregistrer s'ils peuvent être payés en liquide. En raison du caractère essentiellement légal de la migration et de la possibilité d'être assisté dans les démarches par d'autres Brésiliens ou par les agences commerciales qui ont organisé la migration, on peut considérer que le nombre de Brésiliens enregistrés dans les mairies reflète bien le nombre de Brésiliens qui séjournent plus de trois mois au Japon.
- 32 En revanche, il n'est pas possible d'en déduire le nombre de Brésiliens séjournant au Japon au titre de leur ascendance japonaise, ou de l'ascendance japonaise de leur époux. Ceux-ci peuvent séjourner au Japon au titre de deux statuts de résidence qui leur sont spécifiques, ceux d'« enfant ou époux de citoyen japonais » et de « résident à long terme », mais également au titre d'un statut de « résident permanent », ouvert aux résidents étrangers sans parenté japonaise. Par ailleurs, des étudiants venus dans le cadre d'échanges et des travailleurs qualifiés brésiliens séjournent également au Japon grâce à des visas d'étudiants et des permis de séjour sollicités par leurs employeurs. En isolant les seules personnes résidant au Japon en tant qu'« enfant ou d'époux de citoyens japonais » ou « résident à long terme », on peut se faire une idée de la limite basse du nombre de Brésiliens séjournant au Japon au titre de leur ascendance japonaise. En 2002, ces deux catégories de résidents représentaient 85 % de la population brésilienne totale. Excepté un épisode qui correspond à la crise financière asiatique de 1997, cette proportion décroît depuis 1992¹⁰, alors que la population brésilienne va croissant, signe qu'un nombre grandissant de Brésiliens demande le statut de « résident permanent », ou que la population brésilienne sans relation de parenté avec le Japon s'accroît. En d'autres termes, au moins 85 % des résidents brésiliens en 2002 étaient *Nikkei*, mariés à un *Nikkei* ou mariés à un citoyen japonais.
- 33 Une mauvaise lecture de la progression du nombre de Brésiliens résidant au Japon conduirait à penser la migration comme un mouvement unidirectionnel : chaque année, un certain nombre de personnes arriverait au Japon, venant grossir les rangs d'une population stable de personnes déjà installées. Or rien n'indique que la population brésilienne qui n'a pas acquis le statut de « résident permanent » ne se soit pas renouvelée. L'enquête ethnographique montre que dans tout groupe d'amis ou de connaissances, on trouve une personne sur le point de quitter le Japon ou venant de le faire. Les départs, le sien comme ceux de ses proches, font partie, comme les arrivées, de l'expérience brésilienne de la migration, une expérience marquée par la circulation.

- 34 Les trajectoires de vie des migrants mettent en lumière des parcours migratoires très divers, et parfois répétitifs. Bon nombre d'entre eux alternent des séjours entre les deux espaces, leurs périodes de vie au Brésil étant parfois essentiellement financées par leurs périodes de travail au Japon (Yamanaka, 2000 ; Kajita et al., 2005 : 249-284). D'autres incluent une troisième destination, le plus souvent un pays anglophone comme le Canada ou l'Australie, dans leurs circulations entre Brésil et Japon. Mais dans tous les cas de figure, l'espace japonais apparaît comme très spécialisé : c'est le lieu du travail, le lieu qu'un informateur nous décrit comme celui où l'on « *décide de ce qu'on va faire ensuite tout en mettant de l'argent de côté* ». L'expression « *turismo não ; trabalho, sim !* » (« pas pour le tourisme, mais pour le travail, d'accord ») de la sociologue Lili Kawamura décrit ce rapport particulier à l'espace japonais (Kawamura, 2003 : 95). Pour le tourisme, souligne un de nos informateurs, *Nikkei* de troisième génération, « *ma mère préfère l'Espagne*¹¹ ».

Le court séjour : étudiants brésiliens et *arubaito* au Japon

- 35 La spécialisation de l'espace japonais se retrouve dans une pratique qu'il serait fort malaisé de rapprocher d'un quelconque « retour », celle de l'« *arubaito* » au Japon. *Arubaito*, dérivé de l'allemand *arbeit*, est l'expression japonaise pour désigner les « petits boulots ». C'est également ainsi que l'on désigne au Brésil, dans la communauté japonaise, la pratique qui consiste pour les étudiants *nikkei* régulièrement inscrits à l'université à travailler dans une usine japonaise pendant les trois mois des vacances d'été (de décembre à février). Julia, jeune journaliste *nikkei* de São Paulo, insiste sur le caractère courant de la pratique : « *quand j'étais à l'université, tous mes amis ont fait, à un moment ou à un autre, un arubaito au Japon*¹² ».
- 36 En pratique, il s'agit de partir dans les mêmes conditions que les migrants désireux de s'installer au Japon pour une plus longue durée, et avec le même visa. Tout se règle auprès d'une agence spécialisée et avant de partir les étudiants ont l'assurance qu'un travail et un logement les attendent à l'arrivée. À la différence des autres migrants, ils partent en possession de leur billet de retour, prévu trois mois plus tard. Tous ne supportent pas le travail à l'usine et un de nos informateurs raconte comment sa sœur, venue au Japon en même temps que lui pour un *arubaito*, a lâché son emploi à l'usine au bout de dix jours et — pour son plus grand désarroi — vécu à ses crochets et visité le Japon « *avec l'argent [qu'il] gagnait*¹³ ».
- 37 Il ne s'agit pas pour ces étudiants de financer leurs études. Les seuls frais du voyage leur coûtent environ un mois de salaire, soit un tiers des revenus totaux. De l'aveu même des principaux intéressés, il ne reste pas grand chose de leurs salaires au moment de rentrer au Brésil : ce séjour correspond pour eux à un apprentissage de la gestion autonome d'un budget, et de la vie en solitaire plutôt que dans la maison familiale.
- 38 Ces trois mois passés au Japon sont en même temps une période de travail pénible à l'usine, une période de découverte du Brésil à travers la mixité culturelle et sociale du lieu de travail, une période de découverte de soi et d'émancipation. C'est le lieu de l'accumulation de biens matériels — appareils photos numériques, baladeurs, matériel hi-fi et vidéo — qui symbolisent une certaine réussite au Brésil où ils sont hors de prix. C'est également le lieu d'acquisition d'au moins deux biens symboliques : une expérience internationale dans un pays du G8, et une expérience de première main du

Japon. Le premier est perçu comme nécessaire à la constitution d'un curriculum vitæ attrayant pour un futur employeur au Brésil ; le second remet en cause les rapports familiaux et générationnels au sein de la communauté en cassant le monopole de la connaissance du Japon et de la légitimité culturelle, jusque-là détenu par les plus âgés.

- 39 À ce titre, la création d'un statut de résidence spécifique aux *Nikkei* par le gouvernement japonais et la densification des réseaux transnationaux entre le Brésil et le Japon qu'il permet, ont été des facteurs de bouleversements au sein de la communauté japonaise du Brésil. De plus, ce genre de pratiques, parce qu'elles sont extrêmement courantes et perçues comme ne portant pas à conséquences, contribuent à dédramatiser une migration pour « *l'autre bout du monde*¹⁴ ».

Une culture de la migration

- 40 Pour les Brésiliens d'ascendance japonaise, dont les grands-parents ou arrière grands-parents ont traversé le Pacifique, la migration n'est pas une notion sans épaisseur historique. Beaucoup ont été éduqués dans la mémoire de la souffrance des premiers immigrants japonais en terre brésilienne (Roth, 2002 : 27-34). Une étude approfondie montre que le discours communautaire de la difficile intégration japonaise est très loin des réalités d'une immigration conduite sous la tutelle des gouvernements japonais et brésilien, et en tant que telle particulièrement protégée (Sakurai, 2000). Néanmoins, ces représentations communes de la migration comme souffrance indiquent une connotation très clairement péjorative. Il semble d'ailleurs que les premiers Brésiliens à partir pour le Japon aient été perçus négativement dans la communauté (Tsuda, 1999).
- 41 Au terme d'une quinzaine d'années de migration brésilienne vers le Japon, on est au plus loin d'un discours de la séparation déchirante avec la terre natale. Au gré des circulations, des liens se sont formés avec ceux qui ont partagé la même expérience, la « même route » (Morokvasic-Muller, 1999). La reconnaissance et la valorisation de cette communauté d'expérience, en plus de créer de nouvelles solidarités, participe d'une « culture de la migration », qui la fait entrer dans le « répertoire des comportements possibles », et qui intègre « les valeurs associées à la migration » aux « valeurs communautaires » (Massey *et al.*, 1993 : 452-453).
- 42 La revalorisation de la migration au sein de la communauté *nikkei* du Brésil encourage un nombre croissant de membres de la communauté à partir pour le Japon (Tsuda, 1999 : 22). Il ressort des entretiens que nous avons menés que la revalorisation de l'expérience migrante s'applique également à d'autres destinations. Chez les jeunes adultes, notamment, une expérience internationale au Japon est considérée positivement, alors même que le Japon ne l'est pas nécessairement. Certains poursuivent ainsi leurs déplacements après leur premier séjour au Japon.
- 43 La migration entre désormais dans la classe des ressources possibles pour répondre à des problèmes particuliers. Elle est également valorisée pour elle-même, en tant que découverte de l'ailleurs et de l'autre.

Chercher ailleurs ce qui manque ici

- 44 La force d'attraction de pays comme le Canada chez les jeunes Brésiliens tient à leur orientation explicitement multiculturaliste. Exposés au discours national brésilien de

l'inclusion, et découvrant assez brutalement le discours national japonais de l'homogénéité, nombreux sont ceux qui estiment ne pas pouvoir s'épanouir dans un État qui ne reconnaît pas leur pluralité culturelle. Il est aussi significatif que les pays évoqués comme destinations potentielles soient très souvent anglophones. Ce tropisme est sans doute à mettre en lien avec la valeur symbolique accordée à la maîtrise de l'anglais au Brésil, et de façon bien plus écrasante au Japon, pays dans lequel on vit au moment où l'on décide de partir pour le Canada ou l'Australie. L'attrait de ces pays d'immigration s'explique ainsi par la grande publicité de leurs orientations multiculturalistes, la possibilité d'y pratiquer l'anglais et l'assurance du maintien d'un style de vie propre aux pays « riches ».

- 45 Un jeune homme de 29 ans, cameraman au Brésil et employé au contrôle qualité d'une usine de Mini-Disc au Japon, a décidé de s'installer au Canada¹⁵. Il explique son actuel séjour au Japon par la nécessité d'avoir des économies pour obtenir le droit d'immigrer et pour s'installer dans de bonnes conditions. C'est son second séjour au Japon, et entre ces deux séjours, il a passé quatre mois au Canada pour « essayer », et prendre des cours d'anglais. Il décrit ainsi son expérience canadienne et les raisons de sa décision :

Ma première impression a été vraiment très bonne. Je ne pense pas que j'aurai des problèmes [pour vivre au Canada]. Le Canada est riche de différentes cultures. Il y a beaucoup de gens comme moi.

- 46 Par les « gens comme lui », il entend les membres de la communauté chinoise de Vancouver qui, affirme-t-il, parlent également bien le chinois et l'anglais et ont réussi la synthèse de leurs deux cultures. Cette remarque exprime un désir de combiner les deux parties de son héritage culturel. Les qualités perçues de la communauté chinoise de Vancouver, représentée comme une communauté équilibrée, bilingue et biculturelle, sont associées à l'environnement spécifique du Canada. Vouloir émigrer au Canada ne signifie pas tant souhaiter faire partie d'une communauté similaire que concilier ses deux cultures à la manière des Canadiens d'origine chinoise.

Découvrir l'ailleurs

- 47 Carolina est la dernière de sa famille à partir pour le Japon ; elle était restée au Brésil pour terminer ses études de communication¹⁶. Elle part parce que sa mère est gravement malade et une fois sur place, n'a d'autre choix que de travailler à l'usine où elle monte des écrans de téléphones portables. Avec « *des contacts et de la chance* », elle trouve un emploi de rédactrice pour le bureau local d'un mensuel communautaire brésilien et déménage pour une ville à très forte population brésilienne. Au cours des deux années qu'elle passe dans cette ville, elle se lie d'amitié avec une collègue *nikkei* péruvienne et commence à apprendre l'espagnol.
- 48 Quand nous la rencontrons en 2004, elle explique qu'en tant que Brésilienne, et peut-être à cause de la situation linguistique unique du Brésil en Amérique Latine, elle ne s'était jamais vraiment intéressée aux pays limitrophes. Par contraste, expliquait-elle, son amie péruvienne avait visité un grand nombre de pays latino-américains. « *Après le Japon* », elle comptait prendre une année pour faire le tour de l'Amérique Latine et parfaire son espagnol. Quand nous nous retrouvons en janvier 2006 à São Paulo, elle vient de rentrer au Brésil. Elle a passé six mois au Pérou, et six mois à arpenter l'Argentine, le Chili et la Bolivie.

- 49 De son expérience à l'étranger, elle dit tirer un « besoin de bouger ». Elle repartira, « c'est sûr ». Elle va tout de même chercher un emploi au Brésil ; si on lui propose un travail intéressant, elle restera un moment. Sinon, elle retournera au Japon où vit toujours sa famille. « *Mais pas pour longtemps !* », juste le temps de gagner de quoi tenter sa chance dans un « ailleurs » encore indéterminé.

Le Japon comme passage

- 50 Quand Carolina ne sait pas où orienter ses pas, elle envisage de retourner travailler au Japon. Le Japon, et la spécialisation de son territoire comme espace de travail, permet aux Brésiliens bénéficiant d'un statut de résidence avantageux de mener à bien des projets migratoires différents de celui qui les y a initialement mené. Il leur offre également la sécurité nécessaire pour éprouver la réussite d'une installation à l'étranger. Si la tentative d'installation dans ce troisième espace s'avère un échec, il demeure possible de trouver un emploi au Japon, le temps de se remettre d'éventuelles déconvenues financières et d'échafauder de nouveaux projets.
- 51 Sebastião est issu d'une famille *nikkei* aisée de São Paulo¹⁷. Il a découvert le Japon pour la première fois adolescent, lors d'un voyage organisé par un club dont son père était membre. À 19 ans, il a fait un *arubaito* de trois mois. À 27 ans, alors que son entreprise vient de faire faillite, il décide de tenter sa chance au Japon, « *dans son domaine* » du design et du graphisme. Une fois au Japon, il loge chez sa sœur qui y a étudié et y travaille depuis plusieurs années, et trouve « *par chance* » un emploi de maquettiste dans les médias brésiliens implantés à Tokyo. Lors de notre première rencontre en 2004, il envisageait d'aller étudier l'anglais en Australie. Sous réserve que le pays lui plaise, il comptait s'y installer. Dans les mois qui ont suivi, il est effectivement parti pour Melbourne où il a passé neuf mois. À l'issue de son programme d'anglais, il est bien décidé à s'installer en Australie, mais prend deux mois de vacances au Brésil « *pour voir [sa] mère* ». Pendant ces vacances, il décide de faire un crochet par le Japon, pour revoir des amis et « *faire un peu d'argent* ». Sa sœur y vit toujours et peut l'héberger. Dans un premier temps, il envisage de travailler à l'usine, où il n'est pas nécessaire de parler japonais, mais il change d'avis une fois au Japon et envoie des curriculum vitae « *un peu partout* ». Il trouve un emploi de graphiste dans une grande entreprise brésilienne, et déménage bientôt dans un appartement qu'il occupe seul. Un an plus tard, quand nous le rencontrons à nouveau, il vit toujours au Japon et évoque en riant les affaires qu'il a laissées en Australie. Il ne compte pas rester indéfiniment au Japon, mais ne peut pas dire avec certitude qu'une fois parti, il ne reviendra pas. Son horizon demeure le Brésil, mais il est toujours tenté par la vie australienne, du moins pour quelques années.
- 52 Au Japon depuis dix ans, Clarisse rêve de France¹⁸. Les deux premières années, elle a souvent changé d'usine et de région pour faire un maximum d'heures supplémentaires. Elle rencontre un Japonais avec lequel elle s'installe et, un an et demi plus tard, se marie. Le mariage est de courte durée ; elle en blâme l'ambiance de travail machiste de son mari et la cohabitation avec sa belle-famille qui réprouve leur union. Pendant son mariage, elle a poursuivi son apprentissage du japonais, débuté aux lendemains de son arrivée au Japon. C'est ainsi qu'après son divorce, elle trouve un poste d'enseignante de japonais dans une école de langues destinée à la clientèle étrangère. Elle y débute l'apprentissage du français, un vieux rêve ; adolescente, elle avait tenté par trois fois

d'entrer au Lycée Pasteur, lycée français de São Paulo. Elle se donne alors pour objectif d'aller vivre en France. À cette fin, elle démissionne de son poste pour s'employer dans un restaurant français de Tokyo. Mais l'expérience n'est pas plaisante et elle envisage assez rapidement de chercher un autre travail. Une cliente brésilienne lui donne les coordonnées d'une agence d'intérim qui recrute pour un poste administratif nécessitant une bonne connaissance du japonais. Clarisse passe un premier entretien à l'agence, puis un second auprès de la banque, qui l'embauche immédiatement. Depuis deux ans qu'elle travaille dans cette banque, elle n'a pas abandonné son projet de s'installer en France. Au contraire, elle perçoit ce travail comme un atout pour sa carrière professionnelle et un tremplin pour rejoindre ce pays. En 2005, elle a rencontré sur Internet un jeune français avec lequel elle a entamé une relation à distance ; elle lui a rendu visite à Paris et ils ont fixé la date de leur mariage, novembre 2006. Après ce court séjour en France, elle est rentrée travailler encore un an au Japon où, pendant plusieurs mois, elle cumule deux emplois afin d'économiser en prévision de son installation en France. Son salaire pour un poste administratif dans une banque respectée étant deux fois inférieur au salaire qu'elle touchait quand elle était employée à l'usine, elle travaille aussi le soir et le week-end dans un magasin. Sur le point de partir s'installer chez son fiancé à Paris, Clarisse se déclare « vraiment chanceuse, car [elle a] trouvé l'amour de [sa] vie et en plus [elle va] vivre dans le pays de [ses] rêves ».

- 53 En dépit de son parcours atypique, Clarisse résume admirablement le rapport au Japon de bon nombre de nos informants :

Je pense que le Japon, c'est un passage. Pour certain, c'est un passage vers une vie meilleure au Brésil, ou pour d'autres, comme moi, vers des opportunités dans d'autres pays. Je connais beaucoup de personnes qui sont venues au Japon, ont travaillé quelques années et sont parties pour l'Australie, l'Europe, ou même l'Inde ! (...) Au Japon, tu es tout le temps occupé, il y a beaucoup de choses à faire et le temps passe très vite. Mais tu as beaucoup d'opportunités ! Ici, seules les personnes qui ne le veulent pas ne travaillent pas, parce qu'il y a beaucoup de travail. C'est vrai qu'il n'y a pas beaucoup de travail très agréable, mais il y a beaucoup de travail. Si tu as un but et si tu es discipliné, tu peux y arriver.

- 54 La création en 1990 d'un statut de résidence spécifique aux descendants de citoyens japonais et à leurs époux a contribué à la spécialisation de l'espace japonais comme espace de travail. Résultantes de cette spécialisation, la pratique de l'arubaito, ce petit boulot étudiant dans une usine japonaise, et plus généralement la possibilité de travailler pour un temps au Japon en cas de coup dur, donnent au phénomène migratoire qui lie Brésil et Japon une dimension d'émancipation.

Conclusion

- 55 Encadrée, facilitée et incitée par l'État d'accueil et les réseaux transnationaux communautaires et commerciaux, la migration vers le Japon n'est pas vécue comme une migration définitive, comme un « retour » au pays des ancêtres. À ce titre, l'usage de la dénomination « migration retour » ne rend pas compte, voire ignore délibérément, la dimension subjective de ce phénomène migratoire : pour les premiers concernés, il ne peut y avoir de « retour » que vers le Brésil.
- 56 Cependant, le passage par le Japon a un rôle symbolique important dans la reconstruction d'un rapport au Brésil ; il s'agit du moment et du lieu de la rencontre avec diverses dimensions de la brésilianité et, dans le même temps, de la prise de conscience d'un attachement à des valeurs jugées proprement brésiliennes. À la façon

du détour anthropologique, les migrants brésiliens doivent passer par le Japon – détour d'autant plus signifiant qu'il s'agit du lieu de leurs origines – pour comprendre les particularités de la société brésilienne et de leur propre identité culturelle.

- 57 Le séjour au Japon est également une première expérience de vie à l'étranger, qui plus est dans la deuxième puissance économique au monde, et dans des circonstances somme toute plutôt favorables. Le travail à l'usine est physiquement très éprouvant et la société japonaise se montre peu accueillante à l'égard des travailleurs étrangers. Mais la migration est légale, le travail ne manque pas et les salaires sont relativement élevés. Surtout, les réseaux communautaires brésiliens organisent l'entraide et s'efforcent de reproduire un environnement social brésilien. Dans ces conditions, nombreux sont ceux qui repoussent d'année en année la date de leur retour au Brésil. Le séjour au Japon fait alors figure d'un détour prolongé, sur le chemin du retour au Brésil.
- 58 Cette première expérience bouleverse les représentations de la migration et banalise l'acte migratoire. Alors que certains s'engagent dans un va-et-vient entre le Brésil et le Japon, d'autres introduisent une troisième destination : l'Australie, le Canada, l'Amérique Latine ou l'Europe. La sécurité apportée par la possibilité, à tout moment, d'un détour par le Japon permet la circulation. Elle minimise le risque pris par ceux qui veulent retenter leur chance au Brésil et, par conséquent, la peur qu'il soit encore « trop tôt pour rentrer » ; ce faisant, elle accentue les mouvements pendulaires entre le Brésil et le Japon. Elle donne également l'assise nécessaire pour tenter une migration non-encadrée, non-facilitée et non-incitée, vers un troisième espace.
- 59 En somme, la loi japonaise de « retour », qui crée en 1990 un statut de résidence spécifique aux descendants de citoyens japonais et à leurs époux, rend possible une diversité de pratiques de « détour »¹⁹.

BIBLIOGRAPHIE

ADORNO Sérgio (1996) Violência e racismo : discriminação no acesso à justiça penal, in Lília Schwarcz et Renato da Silva Queiroz Éds., *Raça e diversidade*, São Paulo, Editora da Universidade de São Paulo, pp. 255-285.

AHMED Sara, CASTAÑEDA Claudia, FORTIER Anne-Marie et SELLER Mimi Eds (2003) *Uprootings/Regroundings: Questions of Home and Migration*, Oxford/New York, Berg, 304 p.

BEFU Harumi (2001) *Hegemony of Homogeneity: An Anthropological Analysis of Nihonjinron*, Melbourne, Trans Pacific Press, Melbourne, 181 p.

BRUBAKER Rogers (1998) Migrations of Ethnic Unmixing in the "New Europe", *International Migration Review*, 32 (4), pp. 1047-1065.

BRUBAKER Rogers (2004) *Ethnicity without groups*, Cambridge, Harvard University Press, 296 p.

- FREYRE Gilberto (1978) *Maîtres et esclaves, La formation de la société brésilienne*, Paris, Gallimard Tel, 550 p.
- GHOSH Bimal Ed. (2001) *Return Migration: Journey of Hope or Despair ?* Genève, International Organization for Migration, 248 p.
- G MELCH George (1980) Return Migration, *Annual Review of Anthropology*, 9, pp. 135-159.
- G MELCH George (1988) "We're Better Off Here": Return Migration to Newfoundland Outports, *Anthropology Today*, 4 (4), pp. 12-14.
- GOMES Tiago de Melo (2003) Problemas no paraíso : a democracia racial brasileira frente à imigração afro-americana (1921), *Estudos Afro-Asiáticos*, 25 (2), pp. 307-331.
- GUIMARÃES Antonio Sérgio Alfredo (2002) *Classes, raças e democracia*, São Paulo, Editora 34, 231 p.
- HOWELL David (1996) Ethnicity and Culture in Contemporary Japan, *Journal of Contemporary History*, 31 (1), pp. 171-190.
- KAJITA Takamichi, TANNO Kiyoto et HIGUCHI Naoto (2005) *Kao no mienai teijûka: Nikkei burajirujin to kokka, shijô, imin nettowâku* [Résidents invisibles : les Nikkei brésiliens face à l'État, au marché et aux réseaux de migrants], Nagoya, Presses de l'Université de Nagoya, 341 p.
- KAWAMURA Lili (2003) *Para onde vão os Brasileiros ? Imigrantes brasileiros no Japão*, Seconde édition révisée, Campinas, Editora da Universidade Estadual de Campinas, 272 p.
- LESSER Jeffrey Ed. (2003) *Searching for Home Abroad: Japanese Brazilians and Transnationalism*, Durham/Londres, Duke University Press, 232 p.
- LEVITT Peggy (2001) *The Transnational Villagers*, Berkeley, University of California Press, 281 p.
- LINGER Daniel Touro (2001) *No One Home: Brazilian Selves Remade in Japan*, Stanford, Stanford University Press, 342 p.
- LINGER Daniel Touro (2005) *Anthropology Through a Double Lens: Public and Personal Worlds in Human Theory*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 236 p.
- MARTES Ana Cristina Braga et FLEISCHER Soraya Resende Éd. (2003) *Fronteiras cruzadas : Etnicidade, gênero e redes sociais*, São Paulo, Paz e Terra, 300 p.
- MASSEY Douglas, ALARCÓN Rafael, DURAND Jorge et GONZÁLEZ Humberto (1990) *Return to Aztlan: the Social Process of International Migration from Western Mexico*, Berkeley/Los Angeles, University of California Press, 354 p.
- MASSEY Douglas, ARANGO Joaquín, HUGO Graeme, KOUAOUCCI Ali, PELLEGRINO Adela et TAYLOR J. Edward (1993) Theories of International Migration: A Review and Appraisal, *Population and Development Review*, 19 (3), pp. 431-466.
- MICHALON Bénédicte (2003) De la politique des termes à la circulation : diversification des pratiques migratoires des Saxons de Transylvanie, in Dana Diminescu Éd., *Visibles mais peu nombreux : Les circulations migratoires roumaines*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, pp. 65-98.
- MICHALON Bénédicte (2006) Les retours en migration : une notion polysémique, des formes migratoires multiples, in Véronique Petit Éd., *Migrations internationales de retour dans la perspective des pays du Sud, Actes de l'atelier du C.E.P.E.D. d'avril 2004*, Paris, Éditions du C.E.P.E.D. (Centre Population et Développement), sous presse.
- MIYAJIMA Takashi (1993) *Gaikokujin rôdôsha to nihon shakai* [Les travailleurs étrangers et la société japonaise], Tokyo, Akashi Shoten, 255 p.

- MOROKVASIC-MULLER Mirjana (1999) La mobilité transnationale comme ressource : le cas des migrants de l'Europe de l'Est, *Cultures et Conflits*, 33-34, pp. 105-122.
- MORRIS-SUZUKI Tessa (1995) The invention and reinvention of "Japanese Culture", *Journal of Asian Studies*, 54 (3), pp. 759-780.
- OGUMA Eiji (1995) *Tan'itsu minzoku kokka shinwa no kigen* [Sources du mythe de la nation homogène], Tokyo, Shinyôsha, 450 p.
- OGUMA Eiji (1998) *Nihonjin no kyôkai. Okinawa, Ainu, Taiwan, Chôsen, shokuminchi shihai kara fukki undô made* [Les frontières des « Japonais » - Okinawa, Ainu, Taiwan, Corée : de la domination coloniale aux mouvements pour l'indépendance], Tokyo, Shinyôsha, 778 p.
- ROTH Joshua (2002) *Brokered Homeland: Japanese Brazilian Migrants in Japan*, Ithaca, Cornell University Press, 161 p.
- PATARRA Neide Lopes Éd. (1996) *Emigração e imigração internacionais no Brasil contemporâneo*, Campinas, FNUAP, 207 p.
- PERROUD Mélanie (2006a) Dekasegi / Dekassegui : Des travailleurs brésiliens au Japon, *Diasporas, histoire et sociétés*, 9, sous presse.
- PERROUD Mélanie (2006b) Are Brazilian Nikkeys a minority in Japan? An analysis based on Deleuze and Guattari's concept of minor literature, *Pan-Japan: the International Journal of Japanese Diaspora*, 4 (1-2), sous presse.
- REIS Rossana Rocha et SALES Teresa Éd. (1999) *Cenas do Brasil migrante*, São Paulo, Boitempo Editorial, 311 p.
- SAKURAI Célia (2000) *Imigração tutelada. Os japoneses no Brasil*. Thèse de Doctorat, Campinas, Universidade Estadual de Campinas.
- SAKURAI Célia (2002) Mais estrangeiro que os outros ? Os japoneses no Brasil, *Travessia, Revista do migrante*, 15, pp. 5-17.
- SALES Teresa (1991) Novos fluxos migratórios da população brasileira, *Revista Brasileira de Estudos de População*, 8 (1-2), pp. 21-32.
- SASAKI Elisa Massae (1999) Movimento Dekassegui. A experiência migratória e identitária dos brasileiros descendentes de japoneses no Japão, in Rossana Rocha Reis et Teresa Sales Eds, *Cenas do Brasil migrante*, São Paulo, Boitempo Editorial, pp. 243-274.
- SASAKI Elisa Massae (2006) A imigração para o Japão, *Estudos Avançados*, 20 (57), pp. 99-117.
- SELLER Yoko (1997) *Nikkei, the Phenomenon of Return Migration*, in Michael Weiner Ed., *Japan's Minorities: the Illusion of Homogeneity*, Lenders/New York, Rutledge, pp. 178-210.
- TAKENOSHITA Hirohisa (2006) The Differential Incorporation into Japanese Labour Market: A Comparative Study of Japanese Brazilians and Professional Chinese Migrants, *The Japanese Journal of Population*, 4 (1), pp. 56-77.
- TSUDA Takeyuki (1999) The Motivation to Migrate: The Ethnic and Socio-cultural Constitution of the Japanese Brazilian Return Migration Systems, *Economic Development and Cultural Change*, 48 (1), pp. 1-31.
- TSUDA Takeyuki (2003) *Strangers in the Ethnic Homeland: Migrant Nationalism and the Making of Japan's Newest Immigrant Minority*, New York, Columbia University Press, 431 p.

TSUDA Takeyuki (2006) Crossing ethnic boundaries: The challenge of Brazilian *Nikkeijin* return migrants in Japan, in Nobuko Adachi Ed., *Japanese Diasporas. Unsung pasts, conflicting presents, and uncertain futures*, Oxon/New York, Routledge, pp. 204-216.

WEINER Michael Ed. (1997) *Japan's Minorities: The Illusion of Homogeneity*, Londres/New York, Routledge, 272 p.

YAMANAKA Keiko (1993) New Immigration Policy and Unskilled Foreign Workers in Japan, *Pacific Affairs*, 66 (1), pp. 72-90.

YAMANAKA Keiko (2000) "I will go home but when?" Labor migration and circular diaspora formation by Japanese Brazilians in Japan, in Mike Douglas and Glenda Roberts Eds., *Japan and Global Migration. Foreign Workers and the Advent of a Multicultural Society*, Honolulu, University of Hawai'i Press, pp. 123-152.

YOSHINO Kosaku (1992) *Cultural Nationalism in Contemporary Japan*. Londres/New York, Routledge, 272 p.

YOSHINO Kosaku (1998) Culturalism, Racism, and Internationalisation in the Discourse on Japanese Identity, in Dru Gladney Éd., *Making Majorities: Constituting the Nation in Japan, Korea, China, Malaysia, Fiji, Turkey and the States*, Stanford, Stanford University Press, pp. 13-30.

NOTES

1. Selon les chiffres publiés en mai 2006 par le Ministère de la Justice, 598 687 Coréens, 519 561 Chinois et 302 080 Brésiliens étaient enregistrés auprès des autorités compétentes en 2005. Source : Ministère de la Justice. Document « *Heisei 17 nensue genzai ni okeru gaikokujin tōrokusha tōkei ni tsuite* », daté du 30 mai 2006.

2. La population brésilienne qui migre au Japon pour occuper des postes non-qualifiés est aujourd'hui désignée au Japon comme au Brésil par le terme japonais « *dekasegi* » (qui devient « *dekasegui* » en portugais) qui signifie littéralement « sortir pour gagner sa vie » et qui était auparavant utilisé pour désigner les migrations intra-nationales de travailleurs saisonniers. Le présent article traitant également de l'expérience des étudiants de passage pour trois mois et des Brésiliens employés à des postes de cols blancs, deux populations qui se conçoivent et sont conçues au Brésil et au Japon comme distinctes de la population « *dekasegui* », nous avons choisi d'éviter ce terme afin ne pas isoler l'expérience « *dekasegui* » des autres expériences brésiliennes du Japon. Pour une analyse des implications de cette appellation, se référer à Perroud, 2006a.

3. Ce montant reste exceptionnel : une récente étude indique que le salaire mensuel moyen se situerait plutôt à 2 000 euros (Takenoshita, 2006). Il est à noter que les femmes sont souvent employées à des postes moins bien rémunérés que ceux des hommes.

4. Entretiens menés en japonais en avril 2004 et en octobre 2005, à Kawasaki et Yokohama.

5. Entretien mené en portugais en mai 2006 à Nagoya.

6. La loi japonaise d'immigration introduit une distinction entre les générations qui n'est pas sans répercussions au Brésil. Alors qu'on parlait souvent de « *nissei* » (du japonais « *nisei* » qui signifie littéralement la seconde génération) pour désigner tous les descendants de Japonais quelle que soit leur génération, la réforme a contribué à la généralisation d'une classification en « *issei* » (première génération), « *nissei* », « *sansei* » (troisième génération) et « *yonsei* » (quatrième génération). Pour rendre compte de situations familiales plus complexes que les catégories reconnues par le gouvernement japonais, des distinctions de demi-génération sont apparues au Brésil, utilisant le mot japonais « *han* » signifiant la moitié : « *nissei-han* » désigne ainsi l'enfant d'un parent citoyen japonais et d'un parent « *nissei* ». Une boutade désormais courante joue sur

l'homophonie du marqueur des générations en japonais (« -sei ») et de la première personne du singulier du verbe savoir en portugais (« sei ») : « issei, nissei, sansei, yonsei... não sei » (première, seconde, troisième, quatrième générations... je ne sais pas).

7. Entretiens menés en portugais en mai 2006 à Nagoya.

8. Entretien mené en japonais en mai 2005 à Toyohashi.

9. Entretien mené en portugais en avril 2006 à Kawasaki.

10. On relève un rapport de 97,14 % en 1992, 97,09 % en 1993, 96,74 % en 1994, 96,37 % en 1995, 96,05 % en 1996, 96,53 % en 1997, 96,46 % en 1998, 95,76 % en 1999, 94,06 % en 2000, 89,99 % en 2001. Sources : Ministère de la Justice. Documents « *Heisei 12 nensue genzai ni okeru gaikokujin tôrokusha tôkei ni tsuite* » daté du 13 juin 2001, « *Heisei 13 nensue genzai ni okeru gaikokujin tôrokusha tôkei ni tsuite* » daté du 14 juin 2002, « *Heisei 14 nensue genzai ni okeru gaikokujin tôrokusha tôkei ni tsuite* » daté de mai 2003, « *Heisei 15 nensue genzai ni okeru gaikokujin tôrokusha tôkei ni tsuite* » daté de juin 2004 et « *Heisei 16 nensue genzai ni okeru gaikokujin tôrokusha tôkei ni tsuite* » de juin 2005.

11. Entretien mené en anglais en janvier 2006 à São Paulo.

12. Entretien mené en anglais en janvier 2006 à São Paulo.

13. Entretien mené en anglais en avril 2004 à Tokyo.

14. Un trajet classique entre les deux grands pôles urbains que sont Tokyo et São Paulo nécessite une escale, généralement en territoire américain, et prend une trentaine d'heures. Tous les migrants ne sont pas originaires de São Paulo même, et rares sont ceux qui travailleront à Tokyo ; il faut donc voir ce nombre comme un temps minimal.

15. Entretien mené en anglais en avril 2004 à Saitama.

16. Entretiens menés en anglais en avril 2004 à Hamamatsu et en portugais en janvier 2006 à São Paulo.

17. Entretiens menés en anglais en avril 2004 et en avril 2006 à Tokyo.

18. Entretien mené en français en août 2006 à Tokyo.

19. Nous tenons tout particulièrement à remercier ceux qui ont généreusement accepté de participer aux entretiens. Notre gratitude va également aux relecteurs anonymes de la Revue Européenne des Migrations Internationales pour leurs commentaires et conseils, ainsi qu'à Nicolás Jiménez Ortiz Corrales pour la version espagnole du résumé. Enfin, la présente étude n'aurait pu être conduite sans l'appui financier de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS), du Ministère japonais de l'éducation (Monbukagakushô), de la Japan Society for the Promotion of Science (JSPS) et du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Recherche (MENRT).

RÉSUMÉS

Cet article revient sur la catégorisation comme « migration retour » du phénomène migratoire qui mène au Japon des Brésiliens d'ascendance japonaise, dits *Nikkei* ou *Nikkeijin*, flux qui s'est accru de façon significative depuis l'adoption par le Japon en 1990 d'un statut de résidence préférentiel pour les descendants de citoyens japonais. Ignorant les réalités de la pratique administrative et la subjectivité des migrants, cette catégorisation ne rend compte que de la perspective de l'état d'accueil. Parce que le « retour » qui obsède la communauté brésilienne du Japon est d'abord un retour au Brésil, le séjour au Japon n'est pas perçu comme venant clore la migration. Au contraire, il n'est parfois que la première étape d'un projet migratoire qui doit mener en Australie, au Canada ou en Europe. En d'autres termes, le séjour au Japon et la certitude

de pouvoir occuper un poste non qualifié dans des usines japonaises en manque chronique de main-d'œuvre, permettent à certains d'accumuler les ressources nécessaires à d'autres projets migratoires. En somme, la loi japonaise de « retour », en tant qu'elle offre la sécurité d'un emploi au Japon, rend possible une diversité de pratiques de « détour ».

Return or Detour? On the diversity of migration trajectories among Brazilians of Japanese descent. This article calls into question the categorization as a “return migration” of the migration of Brazilians of Japanese descent (*Nikkei* or *Nikkeijin*) to Japan, which flux grew significantly after the adoption by the Japanese state of a favourable status of residence for descendents of its citizens. Ignoring the realities of administrative practice and the subjectivity of migrants, this categorization fails to take into account perspectives other than that of the host state. Because the significant “return” within the Brazilian community in Japan is primarily a return to Brazil, the time spent in Japan is not perceived as ending an episode of migration. On the contrary, coming to Japan is sometimes only the first step of a larger migration project leading to Australia, Canada or even Europe. In other words, a period of work in Japan and the assurance that one can take on a non-qualified work position in a Japanese factory at any time allows the accumulation of resource required for other migration projects. Overall, the Japanese law of “return”, in that it offers the possibility and the security of a job in Japan, makes possible a diversity of practices of “detour”.

¿Retorno o desvío? Diversidad de las trayectorias migratorias de los brasileños descendientes de japoneses. Este artículo nos lleva a la categorización de la migración hacia Japón de brasileños descendientes de japoneses, llamados *Nikkei* o *Nikkeijin*, en « migración de retorno ». Esta migración creció significativamente desde que el gobierno japonés ha dado a éstos un estatus de residente favorable. Ignorando la realidad administrativa y la subjetividad de la migración, esta categorización erró en su camino teniendo solamente en cuenta las perspectivas del Estado japonés. En realidad, dentro de la comunidad brasileña de Japón el significado de « volver » es primordialmente regresar a Brasil, el tiempo pasado en Japón no se siente como clausurando la migración. Por el contrario, la estancia en Japón puede ser solamente la primera etapa de un proyecto migratorio que llevará hacia Australia, Canadá o Europa. En otras palabras, el período de trabajo en Japón y la certeza de poder conseguir un empleo no cualificado en las fabricas japonesas en búsqueda permanente de trabajadores permiten la acumulación de recursos y experiencia para otros proyectos migratorios. El estatuto concedido a los brasileiros descendientes de japoneses les ofrece la seguridad de poder trabajar en Japón, abriéndoles diversas posibilidades de « desvío ».

INDEX

Index géographique : Japon

Mots-clés : générations issues de l'immigration, retour, stratégie migratoire, transit

AUTEUR

MÉLANIE PERROUD

Doctorante en Sociologie à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, Centre d'Analyse et d'Intervention Sociologiques, 54 boulevard Raspail, 75006 Paris, France.